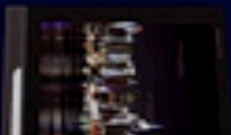




BANQUE EL AMANA



SOMMAIRE

1. Présentation de la Banque	3
2. Gouvernance.....	5
3. Message du Directeur Général.....	8
4. Environnement économique national et international..	10
5. Faits majeurs.....	12
6. Chiffres clés en 2016.....	15
7. L'Activité monétaire.....	15
8. Rapport du Conseil d'Administration.....	16
9. Responsabilité du Conseil d'Administration.....	17
10. Rapport des Commissaires aux Comptes.....	17
11. La Gestion des Risques.....	20
12. Les Résultats Financiers.....	22
13. Dispositif de Contrôle interne.....	23
14. Normes et principes comptables appliquées	23
15. Les états Financiers.....	26
16. Tableau de formation du résultat.....	30
17. Capacité d'Autofinancement (CAF)	31

1. PRESENTATION DE LA BANQUE

La Banque El Amana est une société anonyme de droit mauritanien, créée en 1996 entre l'Etat Mauritanien, des Banques Commerciales, des sociétés et privés mauritaniens.

Elle dispose d'un réseau varié de correspondants étrangers et d'un réseau d'agences qui couvre les wilayas de Nouakchott, Dakhla et Nouadhibou, Assaba, Trarza et le Hodh El Gharbi.



Elle exerce toutes les activités de banques conformément à la loi bancaire N° 95.011 en date du 17/07/1995.

D'année en année, la Banque El Amana arrive à financer d'importants projets dans différents domaines comme l'immobilier, le commerce, l'import et l'export, les hydrocarbures, la pêche, l'agriculture.....

En mars 2002, la Banque a mis en place un financement d'un programme de 500 logements (Moyen Standing) destinés à la classe moyenne situés sur la route de la plage de Nouakchott

En 2005, la Banque a lancé la construction d'un marché d'une cinquantaine de boutiques destinées au commerce du mobilier de maison situé à côté de la SONADER sur l'axe Nouakchott Rosso

A la même année, la Banque finance un second programme de 378 logements sociaux en collaboration avec l'association féminine ATOIT situés dans la zone résidentielle de Nouakchott dite "Las Palmas".

Durant ces dernières années, la Banque a pris du recul dans le financement de l'immobilier et s'est consacrée aux secteurs de la pêche et de l'industrie, du commerce et de l'agriculture.

2. GOUVERNANCE

2.1. MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BEA

- Mr Ahmed Salem Bouna Moktar, Président
- Mr Kamara Aly Gueladio
- Mr Abdellahi Souleimane Cheikh Sidiya
- Mr Ahmed Salem Ely
- Mr Mohamed Ahmed Salem
- Mr El Vouad Bouna Moktar

2.2. ORGANES DE DIRECTION :

2.2.1. COMITE EXECUTIF

- Mr Ahmed Salem Bouna Moktar, Président
- Mr Kamara Aly Gueladio
- Mr Mohamed Ahmed Salem
- Mr Ahmed Salem Ely
- Mr El Vouad Bouna Moktar

2.2.2.1. LA MISSION DU COMITE EXECUTIF

Le Comité Exécutif se réunit à la fin de chaque mois, sa mission est de :

- Définir la stratégie globale de la banque ;
- Veiller à la maîtrise des grands équilibres financiers de la Banque;
- Veiller à l'application d'une bonne gouvernance ;
- Statuer sur les opportunités d'investissements ;
- Développer la politique de partenariat de la banque ;

- Favoriser les synergies entre la banque et ses partenaires ;
- Veiller à la gestion cohérente de l'image institutionnelle et de la politique des marques et des produits ;
- Décider des nominations et des promotions de cadres dirigeants et managers à haut potentiel ;
- Ancrer une culture de groupe fondée sur des valeurs d'excellence, de performance, de mérite et d'engagement ;
- Veiller à la qualité des relations avec des tiers (Banque Centrale, Administration fiscale, Correspondants etc.).

2.3. COMITE DE DIRECTION

- Mr Ahmed Salem Bouna Moktar
- Mr Ahmed Salem Ely
- Mr Mohamed Ahmed Salem,

Le Comité de Direction se réunit chaque début de semaine et sa mission consiste à :

- Assurer et décider de la mise en œuvre des orientations stratégiques et opérationnelles de la B.E.A en cohérence avec les décisions du Comité Exécutif ;
- Fixer les objectifs, les priorités et les compétences des instances collégiales de gestion de la Banque ;
- Décider de l'allocation des ressources clés de la Banque et des agences ;
- Décider de la mise en œuvre des actions relatives aux ressources humaines, à l'organisation et l'informatique qui concourent au développement de la Banque ;
- Impulser les grands projets transversaux impactant le fonctionnement et le développement de la Banque ;
- Arbitrer l'ensemble des dossiers non résolus relevant de la compétence des comités spécialisés ;

- Fixer les limites et niveaux de risques agrégés dans le cadre des activités de la Banque ;
- Autoriser les grands engagements et ceux qui dépassent la compétence du Comité de Crédit ;
- Suivre les réalisations et les dépenses des différentes agences de la Banque, les écarts par rapport aux objectifs ;
- Assurer la mise en œuvre d'une politique de communication financière cohérente ;
- Favoriser le développement d'un management participatif autour des valeurs d'excellences, de performance, d'engagement et de mérite.

3. MESSAGE DU DIRECTEUR GENERAL

Monsieur le Président du Conseil d'Administration

Messieurs les Actionnaires

Chers invités,

J'ai l'honneur et le plus grand plaisir de vous souhaiter la bienvenue à la 22^{ème} assemblée générale ordinaire annuelle de la Banque El Amana et je suis heureux de vous rendre compte des progrès réalisés par votre Banque au cours de l'exercice clôturé.

En dépit d'un environnement de crise mondiale particulièrement sévère et d'une vive concurrence dans le secteur bancaire, la Banque El Amana a su relever le défi et a affiché au cours de l'année 2016 une nouvelle progression marquée de son activité et de ses résultats.

La croissance des indicateurs d'activité s'est traduite par une progression du total bilan de 19 % pour s'établir à 48 375 millions d'ouguiyas à fin 2016 contre 40 610 millions d'ouguiyas en 2015.

Les dépôts de la clientèle ont connu une augmentation de 12 %. Par contre, les dépôts à terme ont subi une diminution de 11% par rapport à l'année 2015.

Au cours de l'exercice 2016, les crédits à court terme ont subi une augmentation de 22 % par rapport à l'exercice 2015. Par contre, les crédits directs à la construction ont subi une régression de 29 % par rapport à 2015.

Les crédits mourabaha ont enregistré une diminution de 39.48 %. Par contre les crédits à moyen terme ont progressé de 83 % par rapport à 2015.

L'amélioration de la qualité de services et le renforcement de notre présence ont constitué une des priorités de la Banque en 2016.

Le résultat final augmente de 144 % par rapport l'année 2015 pour s'établir à 509 millions d'ouguiyas, après déduction des impôts sur les sociétés.

Dans le souci d'améliorer l'image de marque de notre Banque, vous avez approuvé lors de votre dernier conseil un projet de construction d'un nouveau siège à Nouakchott ville.

Au cours des trois à cinq années à venir, la BEA (sa) souhaite se consacrer à la fois au développement de ses produits et à la diversification de ses marchés, tout en renforçant les capacités de son personnel et d'autres ressources institutionnelles clés.

La conception de notre produit crédit documentaire sera revue de façon à répondre aux besoins des clients qui demandent des renouvellements de crédit, ce afin d'accroître le taux de fidélisation de la clientèle.

L'exercice 2017 devra confirmer des évolutions satisfaisantes qui garantissent à notre Banque les perspectives d'un développement constant et confortent son ambition de renforcer sa position dans le paysage bancaire mauritanien.

Notre souhait pour ces prochaines années est de conforter la croissance de nos activités grâce à l'innovation ainsi qu'à une grande attention portée aux attentes des clients.

Nous veillons à perfectionner notre qualité de service et faire de la B.E.A (SA) la Banque préférée de ses clients et partenaires

Enfin, je souhaite remercier ici l'ensemble des équipes, des actionnaires et des partenaires pour leur soutien et leur engagement, grâce auxquels la Banque est devenue au fil du temps une institution reconnue et respectée.

4. ENVIRONNEMENT NATIONAL ET INTERNATIONAL

4.1. ENVIRONNEMENT NATIONAL

La situation économique au niveau national s'est caractérisée durant l'année 2016 par des effets des fluctuations conjoncturelles difficiles :

4.1.1. INDUSTRIES EXTRACTIVES

Le secteur des industries extractives est essentiellement orienté vers l'extérieur. De part son poids dans les échanges extérieurs de la Mauritanie, il contribue significativement aux recettes d'exportation du pays.

Cette situation le soumet aux aléas des fluctuations conjoncturelles mondiales, ajouté des instabilités politiques des pays qui sont liées à l'évolution des cours mondiaux des matières premières mais aussi à la volatilité des deux monnaies, le dollar et l'euro.

Comme les autres matières premières, le minerai de fer n'a pas pu résister à la tendance des marchés. Le prix de la tonne de minerai est passé de 71USD à 43 USD entre janvier et décembre 2015, soit une baisse de 40 %.

Le recul du cours de fer est dû, en grande partie, à la baisse de la demande de l'économie chinoise et au surplus d'offre des compagnies australiennes et brésiliennes.

Le prix du minerai de fer a atteint 53.36 USD en fin 2016, soit une progression de 24%

4.1.2. LA PECHE

La pêche qui constitue le secteur d'exportation non moins important de la Mauritanie a vu le volume de ses ventes chuter de 7.7 % au cours du premier trimestre 2016 et se sont chiffrées à 55.44 milliards UM.

L'Espagne est la principale destination des exportations mauritaniennes de poissons (23,6 %), suivi du Japon (15,3 %), du Nigéria (12,7 %), de la Russie (11,3 %) et de la cote d'Ivoire (6,2 %).

Les exportations de produits halieutiques transformés (farine de poissons, huiles et conserves) d'une valeur de 5,7 milliards UM, sont principalement destinées à l'Allemagne (16 %), à l'Arabie Saoudite(14,4 %), à la Turquie (11,7 %) et au Danemark (3,5 %).

En quantité, les exportations de la pêche industrielle, sont évaluées au cours du premier trimestre 2016 à 188 618 tonnes. Cette quantité se compose essentiellement de poissons frais, réfrigérés ou congelés (92.7%) et de farines de poissons (5.3%). A cours de ce trimestre les cours du poisson se sont améliorés sur le marché international. C'est ainsi que le prix moyen du poisson est en hausse de 16% en comparaison à leur niveau il y a un an.

4.2. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Sur le marché des matières premières, la baisse des prix s'est poursuivie, en particulier dans les marchés des produits énergétiques et des produits alimentaires.

Pour 2017, la croissance économique sera marquée par un retournement de tendance visible dans le monde industrialisé, mais qui restera bien au dessous de son niveau potentiel.

Il existe également des incertitudes considérables quant à l'environnement politique international, par exemple les politiques en matière de commerce international, d'immigration et de changement climatique du futur gouvernement aux Etats Unis demeurent incertaines.

La décision du Royaume Uni de quitter l'Union européenne et ses implications potentielles pour la libre circulation des marchandises et des travailleurs en Europe.

L'agence des statistiques Rosstat de la Russie n'a pas publié d'estimation de la croissance du PIB au quatrième trimestre mais a donné une évaluation pour l'ensemble de 2016 qui s'est révélée bien meilleure que prévu, avec une baisse de 0,2% quand le gouvernement prévoyait -0,6%.

La croissance économique de l'ensemble des pays moins avancés (PMA) sera nettement insuffisante pour atteindre l'objectif de développement durable à court terme, même s'il est prévu qu'elle augmente légèrement, passant d'environ de 4,5% en 2016 à 5,2% en 2017.

Ce taux insuffisant de croissance économique pose un risque pour les dépenses publiques, notamment dans des domaines importants tels que la santé, l'éducation, la protection sociale et l'adaptation au changement climatique.

L'économie chinoise devra quasiment stagner entre 2016 et 2017, passant de 6,7% à 6,5%, celle de l'Inde ralentira en 2017 en passant de 7,6% en 2016 à 7,1%.

5. FAITS MAJEURS

5.1. PROGRAMME NATIONAL TEKAVOUL

Suite à un appel d'offre national ou (AON) lancé par TEKAVOUL pour le recrutement d'un opérateur de paiements des transferts monétaires au profit des ménages les plus vulnérables, la Banque El Amana (BEA) a soumissionné au titre du DOA TEKAVOUL N° : 19/CPMPSouv/2016.

Au vu des délibérations après dépouillement des soumissions effectuées par les différents concurrents, la commission de passation des marchés a attribué le marché de paiement des transferts monétaires par carte à puce à la Banque El Amana qui a répondu globalement à une offre technique et financière plus satisfaisante pour exécuter ce programme TEKAVOUL dans la Moughataa de Mbout, au Sud de la Mauritanie.

En octobre 2016, la Banque a signé un contrat avec TEKAVOUL dans le cadre de l'exécution de la Stratégie Nationale de Protection Sociale. La République Islamique de Mauritanie met en œuvre un Programme National de Transferts Sociaux (PNTS) en direction des ménages les plus pauvres du pays. Ce programme est financé par la Banque mondiale sous l'intitulé : Financement : IDA / Don N° : D0540 MR du 07/09/2015.

Ce financement est d'un montant global de 80 millions de dollars qui couvrira un total de 100 000 bénéficiaires sur l'ensemble des régions du pays avant 2020.

La mise en œuvre de ces transferts sociaux est assurée par l'Agence Nationale TADAMOUN, à travers le programme appelé TEKAVOUL. Il débutera en 2016 par la Moughataa de Mbout avec environ 5000 bénéficiaires et se poursuivra progressivement sur l'ensemble du territoire national mauritanien pour atteindre les 100000 ménages bénéficiaires.

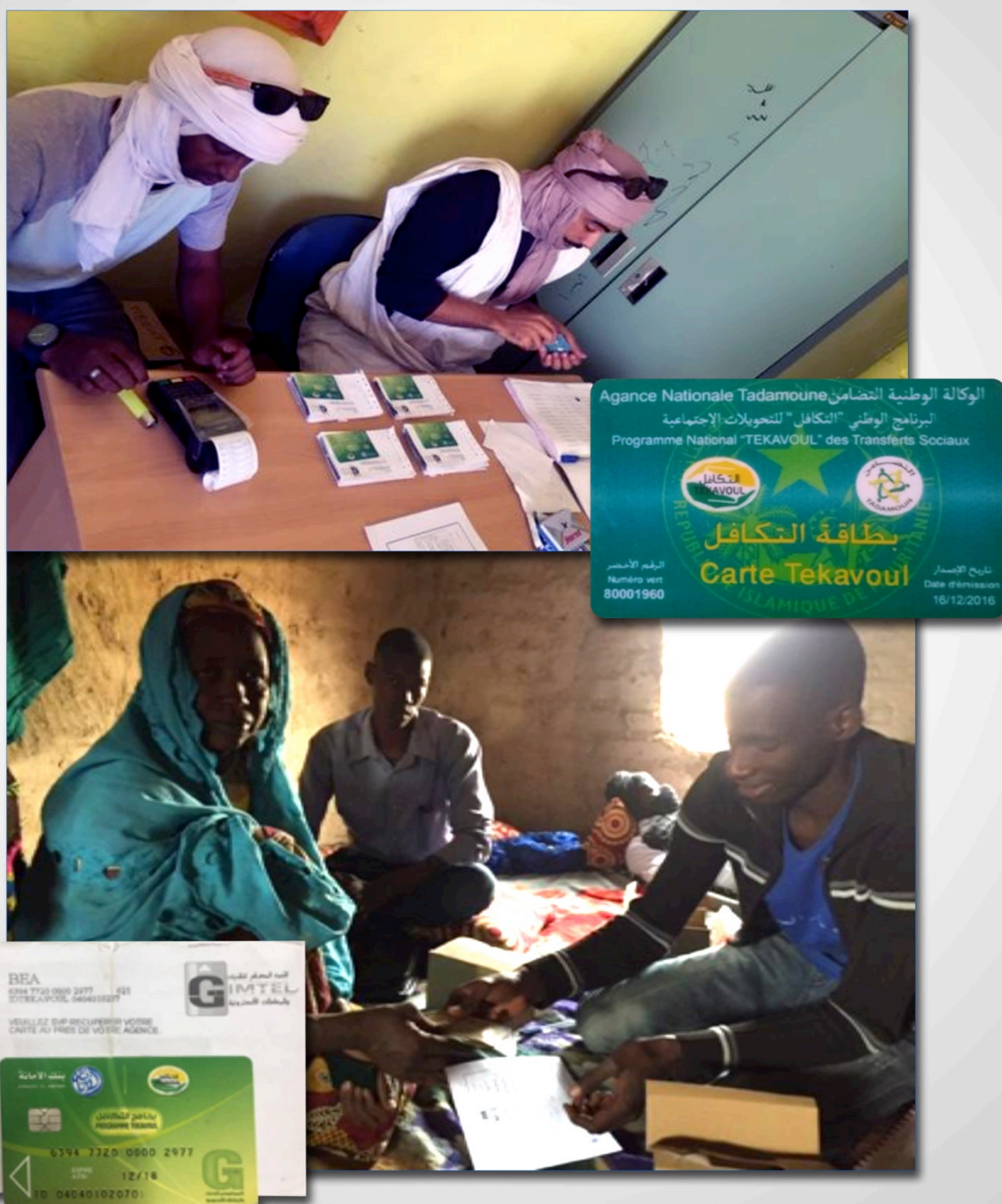
Le programme TEKAVOUL comprend deux actions principales :

1) Le Transfert Social :

Un paiement de 15000 MRO pour chaque ménage bénéficiaire par trimestre pendant 5 ans. Soit une somme monétaire annuelle de 60000 MRO perçue par ménage bénéficiaire.

2) La promotion Sociale :

Une Séance d'apprentissage au profit des ménages bénéficiaires tous les trois mois sur les Thématiques de : Santé, Nutrition, Education et Développement de la petite enfance, ainsi que la résilience aux fléaux et les méthodes de génération des revenus pour le ménage.



La Banque a lancé 15 nouveaux TPE et 5 200 cartes bancaires prépayées au profit des ménages.

5.2. PROJET DE CONSTRUCTION D'UN SIEGE

Signature d'un contrat de Construction d'un immeuble de trois étages à usage de bureau, doté de quatre guichets automatiques et d'un parking moderne équipé de caméras de surveillance de hautes gammes.



6. CHIFFRES CLES 2016

En milliers	2016	2015
ACTIVITE		
Dépôts	27 264 738	22 177 261
Créances à la clientèle	25 365 125	23 633 552
RESULTATS		
Produit Net Bancaire	3 003 812	3 748 471
Charges d'exploitation	1 899 645	1 351 520
Résultat Brut d'exploitation	1 104 168	2 396 752
Résultat Net	509 763	208 588
Coefficient d'exploitation	63 %	36%
STRUCTURE		
Total bilan	48 375 332	40 610 207
Fonds propres /total bilan	20 %	22%
Effectif moyen pendant l'exercice	133	130

7. ACTIVITE MONETIQUE

L'activité monétique est marquée durant l'exercice 2016 par la progression de l'usage des cartes bancaires.

Durant l'année 2016, la Banque a produit 5 357 cartes dont des cartes visa GOLD et des cartes visa classiques soit une progression de 1820 % par rapport à 2015.

L'élargissement du réseau GAB s'est poursuivi avec l'installation de nouveaux GAB à Nouakchott ville, à Nouadhibou.

8. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

8.1. L'ACTIVITÉ PRINCIPALE

Il n'y a pas de changement notable dans l'activité principale de la Banque par rapport à l'année 2015. La principale activité de la B.E.A SA, reste donc, la prestation de services bancaires et financiers.

8.2. LE RESULTAT

Le résultat de l'exercice 2016 avant impôts est de 639 millions en hausse de 114% par rapport à l'année précédente.

Les administrateurs ont arrêté, lors de la réunion du Conseil d'Administration du 28 Mars 2017, les comptes annuels de la Banque El Amana pour l'exercice clos au 31 Décembre 2016.

Le résultat net de l'exercice 2016 a subi une forte progression de 145% par rapport à l'exercice 2015.

8.3. NORMES REGLEMENTAIRES BANCAIRES

Les comptes de la B.E.A sont préparés conformément aux normes et réglementations de la Banque centrale de Mauritanie (BCM).

La B.E.A fait partie du cercle des Banques respectant intégralement les instructions de la BCM.

8.4. LES DIVIDENDES

Après avoir approuvé les comptes lors de la réunion du Conseil du 28 Mars 2017, les administrateurs n'ont décidé aucune distribution de dividendes au profit des actionnaires pendant l'année 2017.

8.5. LE CAPITAL

Au cours de l'année 2016, le capital de la B.E.A est de 8,4 milliards d'ouguiyas, il sera augmenté par incorporation des réserves au cours de l'année 2017.

Pendant la réunion du conseil du 28 Mars 2017, les actionnaires ont décidé d'affecter le bénéfice de l'exercice 2016 après déduction de la réserve légale en report à nouveau.

La Banque sera donc en mesure de porter son capital à plus de 8,4 milliards d'ouguiyas lors de la prochaine réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

9. RESPONSABILITE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers annuels donnant une image fidèle de la situation financière de la Banque et du résultat de ses opérations de l'exercice. Cette responsabilité comprend :

L'assurance que la Banque El Amana tient à jour des livres comptables probants qui présentent, avec une exactitude raisonnable, la situation financière de la Banque ;

La conception, la mise en œuvre et le fonctionnement d'un système de contrôle interne par la Banque, permettant l'établissement des comptes réguliers et sincères ne comportant pas d'anomalies significatives dues à des fraudes ou à des erreurs ; et

La préparation par la Banque des états financiers par l'application des principes comptables appropriés, soutenus par des estimations et des jugements raisonnables et prudents appliqués de façon constante (Permanence des méthodes).

Les administrateurs assurent la responsabilité des états financiers qui ont été établis en application des principes comptables appropriés, sur la base d'estimations et de jugements prudents et raisonnables et conformément aux normes et réglementations de la Banque Centrale de Mauritanie.

A ce jour, les administrateurs n'ont connaissance d'aucun événement indiquant que la Banque pourrait être en cessation d'activité dans les douze prochains mois.

Les états financiers annuels ont été approuvés par le Conseil d'Administration du 28 Mars 2017.

10. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET AUDITEUR

BANQUE EL AMANA : BEA
Commissariat aux comptes 2016

I. RAPPORT GENERAL

Monsieur le Président,
Messieurs les Actionnaires,
Banque El Amana

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur les comptes annuels de l'exercice couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016.

L'arrêté des états financiers relève de la responsabilité du Conseil d'administration.

Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la Direction pour l'arrêté des comptes ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les états financiers tels que présentés aux pages 7 à 10 du présent rapport sont réguliers et sincères dans tous leurs aspects significatifs et donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque El Amana au 31 décembre 2016 et du résultat de ses opérations pour l'exercice qui a pris fin à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis.

Nous avons vérifié la sincérité et la concordance avec les états de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion de l'exercice et dans les documents mis à la disposition des actionnaires, à l'occasion de l'assemblée générale, sur la situation financière de Banque El Amana ainsi que sur son patrimoine et ses résultats au 31 décembre 2016.

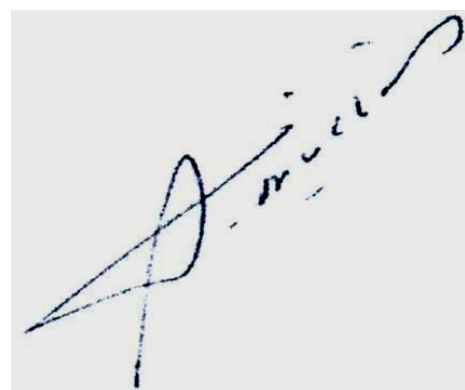
Nouakchott, le 02 Mas 2017

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SIDI MOHAMED OULD DIDI

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized, elongated 'S' shape with a small loop at the top and a vertical line extending downwards.

ABDEL AZIZ OULD MOICHINE

A handwritten signature in dark ink, featuring a large, sweeping 'A' followed by a series of loops and a long, horizontal stroke extending to the right.

II. RAPPORT SPÉCIAL

**Monsieur le Président,
Messieurs les Actionnaires,
Banque El Amana**

Selon les dispositions de l'article 439 de la loi 2000 – 05 portant Code de Commerce, toute convention passée entre une Société anonyme et l'un de ses administrateurs, directeurs généraux ou une autre entreprise dont l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux est propriétaire, associé indéfiniment, responsable, gérant, administrateur ou directeur général doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

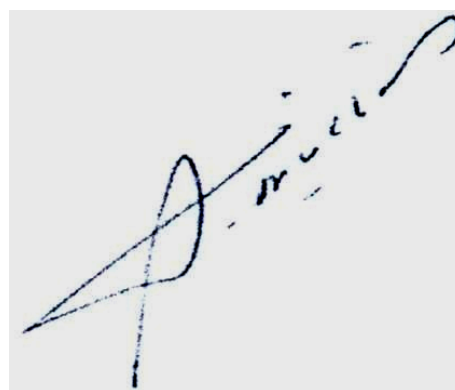
Selon les dispositions de l'article 441 de la même loi, le Président du Conseil d'Administration doit informer les commissaires aux comptes de telles conventions dans un délai de 30 jours à compter de la date de conclusion et de les soumettre à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Le Président du Conseil d'Administration ne nous a pas avisé de telles conventions, et nous n'en avons pas eu connaissance au cours de notre intervention.

Nouakchott, le 02 Mars 2017

Les Commissaires aux comptes

Le Cabinet SMD	&	Le Cabinet NET AUDIT
SIDI Mohamed Ould DIDI		Abdel Aziz Ould Moichine



11. SUIVI ET GESTION DES RISQUES

Comme toute institution financière, la B.E.A est exposée à plusieurs sortes de risques :

- Risque de crédit sur ses activités de financement
- Risque de liquidité
- Risque de marché
- Risque de taux d'intérêt global
- Risque opérationnel

11.1. LE RISQUE DE CREDIT

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur négative dans les livres de la Banque.

Cette contrepartie peut être une entreprise industrielle ou commerciale, une personne physique ou des entreprises individuelles.

L'engagement est souvent constitué de prêt, de découvert autorisé ou d'aval de traite ou de cautions bancaires.

Le suivi des risques de crédit au sein de la Banque est effectué par un comité de crédit dont les principales tâches se résument comme suit :

- Analyser les dossiers qui sont éligibles aux prêts
- Evaluer la santé financière du client
- Décider de l'orientation à donner aux dossiers (acceptation ou refus)
- Examiner l'évolution des risques de la Banque
- Analyser des dossiers contentieux et non contentieux les plus significatifs de la Banque, leurs niveaux de provisionnement et l'avancement des procédures de recouvrement.

Un rapport concernant les grands engagements est préparé chaque trimestre par l'Auditeur et tout engagement qui dépasse 5 000 000 ouguiyas pour les particuliers, 10 000 000 d'ouguiyas pour les sociétés doit être porté à la connaissance du Conseil d'Administration.

Tout dépassement des limites dans chaque marché fait l'objet d'une décision du Conseil d'Administration.

La surveillance des risques crédits s'organise autour de la détection et du provisionnement des créances en situation douteuses, ainsi que le suivi d'indicateurs de risque concernant tant la dégradation de la situation de la clientèle que la qualité de l'octroi de crédit et l'efficacité du processus de recouvrement.

En fin, la B.E.A respecte les normes édictées par la Banque Centrale de Mauritanie en matière de classification des actifs définies par Instruction du Gouverneur N° 19/GR/2009 du 29 Décembre 2009.

11.2. LE RISQUE DE LIQUIDITE

Le risque de liquidité se matérialise lorsque la Banque ne dispose des ressources suffisantes pour adosser ses emplois.

La politique de gestion de la liquidité de la B.E.A repose sur l'adossement global des ressources aux actifs à financer en capitaux et durées.

La Banque est dans une situation confortable en matière de liquidité, grâce à une croissance des ressources clientèle 2016.

La partie stable de ses ressources a été absorbée par l'activité crédit de la Banque, et les excédents de trésorerie ont été orientés vers le marché monétaire dans le cadre d'une gestion dynamique de la trésorerie.

11.3. LE RISQUE DE TAUX D'INTERET GLOBAL

La B.E.A est soumise au risque de taux d'intérêt global (RTIG) sur l'ensemble de son bilan et hors bilan.

Le risque de taux se concrétise par la sensibilité du PNB à une variation des taux de marché. Ce risque est dû à la différence de variation de taux entre les ressources au passif (collecte) et les emplois à l'actif (les crédits).

La politique de gestion du risque de taux adoptée par la B.E.A est la suivante :

L'exposition au risque de taux de la Banque doit rester dans les limites en proportion de son PNB.

La Banque fixe des limites de son risque de taux au travers d'une sensibilité maximum du PNB à une variation des taux.

Un comité financier mensuel examine l'exposition au risque de la Banque et prend toutes décisions permettant de respecter la politique financière décidée par le Conseil d'Administration.

La B.E.A intervient dans la constitution de son bilan en proposant à sa clientèle des produits financiers qui lui permettent d'éviter le risque de taux.

Lorsqu'un risque de taux se forme, une couverture est mise en place de façon à compenser ce risque.

Le produit Net Bancaire est la différence, entre les produits et les charges d'exploitation bancaire hors intérêts sur créances douteuses mais y compris les dotations et reprises de provisions des titres de placement.

Il mesure la contribution spécifique des banques à l'augmentation de la richesse nationale et peut en cela être rapproché de la valeur ajoutée dégagée par les entreprises non financières.

12. LES RESULTATS FINANCIERS

12.1. LA MARGE D'INTERETS

La marge d'intérêt est en baisse de 26% par rapport à l'exercice 2015 sous l'effet du décroissement des produits liés d'une part aux crédits à moyen terme d'autre part aux opérations avec les correspondants.

Au 31 décembre 2016, le total des produits des bons de trésor a atteint 66 millions d'ouguiyas avec une progression importante par rapport à l'année 2015.

Les produits des opérations avec les correspondants représentent au 31 décembre 2016, 635 millions d'ouguiyas, avec une régression de 11% par rapport à l'année 2015.

12.2. LA MARGE SUR COMMISSION

La marge sur commissions s'élève au 31 décembre 2016 à 682 millions en diminution de 9 % par rapport à 2015.

12.3. LE PRODUIT NET BANCAIRE

En décembre 2016, le PNB s'élève à 3 milliards d'ouguiyas avec une baisse de 20 % par rapport à celui de l'exercice 2015.

La baisse du PNB est corollaire à la baisse des produits sur des opérations de crédits à moyen terme et des opérations réalisées avec les correspondants et cela a été le cas pour l'exercice 2016.

12.4. LE RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Le résultat brut d'exploitation s'élève au 31 décembre 2016 à 1 104 millions d'ouguiyas en baisse de 54 % par rapport à l'exercice 2015.

12.5. LE RESULTAT NET DE L'EXERCICE

Le résultat net de l'exercice 2016 s'élève à 509 millions d'ouguiyas en hausse de 145 % par rapport à l'année 2015.

13. DISPOSITIF DU CONTROLE INTERNE

13.1. LE CONTROLE PERMANENT

Le dispositif du contrôle interne est défini comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature permettant la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations traitées.

Un contrôle quotidien est effectué par le service contrôle et ce contrôle porte sur toutes les opérations de l'exploitation.

Le résultat des contrôles est communiqué régulièrement à la Direction Générale.

Les redressements nécessaires générés par le contrôle quotidien sont notifiés au Département Comptabilité pour exécution.

13.2. LE CONTROLE PERIODIQUE

Des audits sont effectués périodiquement au niveau de toutes les agences y compris le siège.

Des programmes d'audit sont aussi mis en place par la banque, chaque année un Département est visité pour s'assurer que les procédures mises en place sont bien appliquées.

Le Département Audit effectue des visites inopinées justifiées par la démission d'un agent, une erreur dans un service ou l'actualité.

14. NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR LA BEA

Les comptes de la Banque sont établis conformément aux dispositions du plan comptable bancaire institué par l'instruction n° 007/GR/88 du 14 juillet 1988.

Les principes et méthodes comptables fondamentaux appliqués pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

14.1. LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à leurs valeurs d'acquisition diminuées des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles composées uniquement des logiciels sont amorties linéairement à un taux de 10%.

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties de façon linéaire selon les taux suivants :

Agencements aménagements constructions	10%
Agencements aménagements terrains	10%
Matériel d'exploitation	10%
Matériel de transport	25%
Matériel informatique	20%
Matériel et mobilier de bureau	10%

14.2. PROVISIONS POUR DEPRECIATION CLIENTELE

Les provisions pour créances douteuses sont constituées pour couvrir des pertes futures sur les engagements de la clientèle.

La Banque procède annuellement à la constitution des provisions pour créances douteuses ou compromises en appliquant les techniques et méthodes préconisées par la Banque Centrale de Mauritanie (B.C.M.) définies dans l'Instruction N° 019/GR/2009 telles que :

- Les débits en compte moyens et le chiffre d'affaire confié à la Banque.
- L'âge des impayés
- L'importance de la garantie, des intérêts déjà réservés et des provisions.

Les taux de provisions appliqués par la Banque sont les suivants :

▪ Actifs de la classe B	20%
▪ Actifs de la classe C	50%
▪ Actifs de la classe D	100%

La provision ainsi constituée est portée au bilan en tant qu'élément actif négatif sur le compte de provision pour créances douteuses, ce qui aura pour effet de réduire l'encours net de crédit.

14.3. LES INTERETS RESERVES

Les produits dont leur encaissement est incertain sont comptabilisés dans un compte spécifique appelé Agios réservés. Les agios réservés sont donc des revenus courus dont l'encaissement est douteux, comptabilisés dans des comptes spécifiques d'actifs soustractifs.

14.4. LES PROVISIONS POUR RISQUES GENERAUX

Ces provisions sont constituées à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire.

14.5. LES OPERATIONS LIBELLEES EN DEVISES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont converties en ouguiyas au cours moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change sur les autres opérations en devises est enregistrée en compte de résultat

14.6. PRISE EN COMPTE DES INTERETS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES

14.6.1. LES INTERETS

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contre partie du compte résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou charges dès leurs réalisations

14.6.2 LES COMMISSIONS

Les produits et charges, déterminés sur une base flat et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

15. LES ETATS FINANCIERS

En milliers	2016	2015
ACTIF		
Caisse et BCM	2 973 851	464 888
Institutions Bancaires	1 150 758	1 815 374
Placements Bons de trésor	400 000	
Chèques à remettre en compense	1 791 059	1 241 254
Crédits à court terme	195 147	179 905
Mourabaha CT	959 834	2 141 818
Mourabaha MT	2 323 115	3 302 464
Mourabaha LT	28 848	27 559
Escomptes	98 540	233 819
Crédits MT/Fonds Fades	1 864 024	
Crédits MT	7 153 564	4 936 434
Crédits LT	90 193	79 972
Crédits directs à la construction	38 487	54 075
Créances restructurées	8 098 854	6 005 903
Impayés	4 514 518	6 671 603
Comptes Débiteurs	14 230 281	10 627 506
Dépôts et Cautionnement	1 320	1 320
Débit à, régulariser	47 403	85 335
Autres débits	62 753	53 256
Créances rattachées	493 108	734 555
Titres de participation	336 621	336 621
Immobilisations corporelles	1 476 248	1 552 950
Immobilisations incorporelles	46 806	63 595
TOTAL	48 375 332	40 610 204

HORS BILAN

Engagements donnés		
Engagement sur cautions et avals	13 338 562	16 927 389
Engagements sur crédits documentaires	4 325 160	4 294 934
Garanties Hypothécaires	10 866 563	11 343 297
TOTAL	28 530 285	32 565 620

En milliers	2016	2015
Passif		
Dépôts à vue	25 486 305	20 220 901
Dépôts à terme	1 100 000	1 240 000
Epargne libre	605 169	649 742
Epargne logement	73 265	66 618
Correspondants	1 068 291	2 239 849
Emprunt sur Fonds Fades	2 389 839	-
Diverses sommes dues à la clientèle	4 267 697	3 404 281
Chèques remis à l'encaissement	1 866 832	1 595 348
Compte d'attente	2 007 338	1 892 632
Provisions pour risques		300 000
Capitaux propres	9 510 597	9 000 834
Capital social	8 400 000	8 400 000
Capital souscrit appelé versé	8 400 000	8 400 000
Réserves	201 218	201 218
Report à nouveau	399 616	191 027
Résultat	509 763	208 588
TOTAL	48 375 332	40 610 204

HORS BILAN

Engagements donnés		
Engagement sur cautions et avals	13 338 562	16 927 389
Engagements sur crédits documentaires	4 325 160	4 294 834
Garanties Hypothécaires	10 866 563	11 343 297
TOTAL	28 530 285	32 565 620

En milliers	2016	2015
Charges		
Charges d'exploitation bancaires	473 567	295 129
Commissions / banques locales	59 635	2 756
Intérêts sur crédit Fades	17 008	
Intérêts sur pensions	104 809	
Intérêts sur compte ordi Nostri	92 977	76 133
Intérêts sur compte à terme	170 995	182 849
Intérêts sur comptes épargnes	28 145	33 391
Intérêts sur compte N/R	3 290	3 585
Intérêts sur compte épargne logement	22 722	27 578
Intérêts sur compte épargne libre	2 133	2 228
Charges Externes liées à l'investissement	345 699	137 882
Locations et charges locatives	38 191	43 647
Entretiens et réparations	192 977	86 326
Autres charges externes liées à l'investissement	114 531	7 908
Charges externes liées à l'activité	421 263	472 713
Transports et déplacements	123 663	168 472
Autres frais de gestion	297 600	304 241
Frais postaux et télécommunications	66 172	101 482
Honoraires	75 631	64 836
Frais d'acte et de contentieux	1 356	11 622
Réceptions	35 842	35 519
Achats d'approvisionnement	118 600	90 783
Frais du personnel	690 556	585 630
Impôts et taxes	144 732	175 882
Dotations aux amortissements	124 644	127 765
Dotations aux provisions	1 412 891	2 458 363
Charges diverses	258 028	94 076
Bénéfices	509 763	208 588
TOTAL	4 381 144	5 056 028

En milliers	2016	2015
Produit		
Produits des opérations trésoreries inter banc	274 171	12 086
Intérêts servis aux correspondants	24	12 069
Produits sur des opérations de réescomptes	207 550	
Produits sur les placements	66 598	17
Produits sur les opérations avec la clientèle	2 056 835	2 872 714
Produits sur les mourabaha	412 077	665 436
Commissions	15 784	48 718
Intérêts sur les comptes particuliers	19 026	126 530
Intérêts sur les crédits CT	1 738	
Intérêts sur les crédits MT	446 775	479 609
Intérêts sur les crédits LT	83 538	15 367
Agios	953 264	1 133 873
Commissions sur les opérations d'escomptes	124 632	403 181
Produits sur les opérations diverses	1 101 652	1 161 028
Reprises sur les intérêts réservés	202 654	315 841
Reprises sur les provisions	745 831	694 357
TOTAL	4 381 144	5 056 028

16. TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT

En milliers	2016	2015
Désignations		
Intérêts et produits assimilés	2 000 507	2 499 100
Intérêts et charges assimilés	320 956	218 468
Marge d'intérêts	1 679 551	2 280 632
Produits sur les immobilisations en crédit-bail		
Charges sur les immobilisations en crédit-bail		
Résultat des opérations de crédit-bail		
Commissions perçues	790 709	829 727
Commissions versées	107 890	78 889
Marge sur commissions	682 819	750 838
Résultat des opérations sur titres de transactions		
Résultat des opérations sur titres de placement		
Résultat des opérations de change	635 442	711 382
Résultat des opérations sur produits dérivés		
Résultat des opérations de marché		
Divers autres produits bancaires	6 000	5 620
Divers autres charges bancaires		
Produit Net Bancaire (PNB)	3 003 812	3 748 471
Résultat des opérations de marché		
Résultat des opérations sur immo financières		
Autres produits d'exploitation non bancaires		
Autres Charges d'exploitation non bancaires		
Autres Charges générales d'exploitation	1 899 645	1 351 720
Résultat brut d'exploitation	1 104 168	2 396 752
Dot nettes des reprises aux prov pour créances	1 412 890	2 458 364
Autres dotations aux provisions		650 000
Reprises sur provisions	948 485	1 010 199
Résultat courant	639 763	298 588
Impôts sur le résultat	130 000	90 000
Résultat Net	509 763	208 588

17. Capacité d'Autofinancement (CAF)

	2016	2015
CAF		
+Résultat Net de l'exercice	509 763	208 588
+Dot amort des immo corporel et incorp	124 644	127 765
+Dot amortissement immo financières		
+Dot aux prov dépréciation clientèle	1 412 891	2 458 363
+Dotation aux provisions pour litige		500 000
-Reprises sur provisions	948 485	1 010 199
-Plus-value de cession sur immobilisations	6 000	5 620
+ou- value de cession sur immobilisations		
-Plus-value de cession immo financières		
+ou-values de cession immo financières		
-Reprises de subvention d'investissement		
= Capacité d'autofinancement	1 092 813	2 278 897
-Bénéfices distribués		
= Autofinancement	1 092 813	2 278 897